



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 6 décembre 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 222 Mds USD en novembre, en hausse mensuelle de 4,8 Mds USD

Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) fléchit, pour la première fois depuis mai 2020, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) poursuit son accélération

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement s'accélère légèrement à +10,1% en novembre

Banque et finance [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la PBoC annonce une baisse du ratio de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 50 points de base, ainsi qu'une réduction de 25 pdb du taux de relending aux PME et au secteur de l'agriculture

Immobilier : poursuite des troubles sur le marché immobilier chinois, le promoteur Evergrande déclaré en défaut

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - novembre 2021 selon les douanes chinoises : volume des échanges record grâce à une hausse importante des importations

Erratum : OMC : les douanes chinoises arrêtent de délivrer les certificats de SGP pour les exportations vers 32 pays

OMC : la Chine salue l'aboutissement des négociations relatives à la réglementation intérieure dans le domaine des services

Relations Chine-US : le Congrès américain adopte un projet de loi limitant les importations de produits fabriqués au Xinjiang

Relations Chine-Lituanie : blocage des importations chinoises en provenance de la Lituanie

Logistique : les ports à conteneurs chinois devraient augmenter leurs frais de manutention

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Terres rares : la création de China Rare Earth Group, issue de la fusion de trois entreprises, se confirme

E-commerce : Alibaba réorganise son activité e-commerce

Matières premières : Ganfeng Lithium prévoit de doubler sa production d'ici 2025

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Développement durable : publication du plan quinquennal sur le développement vert de l'industrie ainsi que d'une feuille de route pour réduire les émissions des « nouvelles infrastructures » (centres de données, 5G)

Transports : création d'un géant national de la logistique

Marché carbone : la fin de la première échéance de conformité approchant, le volume échangé en forte hausse tandis que le prix reste stable

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : Première loi sur la gestion des données publiques à Shanghai

Shanghai : Le port de Shanghai lance la première plateforme numérique de détaxe du pays

Delta du yangtse : Programme d'appariement de Shanghai, du Jiangsu et du Zhejiang avec des villes du nord de l'Anhui.

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Propriété intellectuelle : relance du projet de réforme du régime de droits d'auteurs

Bourse : le promoteur immobilier chinois Kaisa, confronté à d'importantes difficultés financières suspend sa cotation à Hong Kong

Bourse : les introductions en bourse à Hong Kong reculent de 23% en 2021 selon KPMG, malgré une croissance de 55% à l'échelle mondiale

Bourse : SenseTime, Weibo et Asymchem maintiennent leur introduction en bourse à Hong Kong en dépit d'un contexte incertain

Taiwan [\(ici\)](#)

Taux de change : le Trésor américain annonce la poursuite d'une surveillance renforcée de Taïwan

Relation Taïwan USA : création d'un nouveau cadre bilatéral de coopération pour le commerce et l'investissement dans le domaine des technologies critiques

Commerce extérieur : les exportations taïwanaises dépassent 400 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année

Réserves de change : la CBC a annoncé une progression continue au mois de novembre

Referendum : le blocage du projet de terminal gazier pourrait compromettre la croissance du secteur des semi-conducteurs

Semi-conducteurs : Foxconn annonce une nouvelle coopération avec Stellantis pour la production de puces destinées à l'industrie automobile

Informatique quantique : Taïwan adopte un plan de 8 Mds TWD (environ 250 M EUR) sur 5 ans

Mongolie [\(ici\)](#)

Commerce international : *les échanges commerciaux en forte hausse en 2021*

Croissance : *la croissance économique ralentit au quatrième trimestre*

Santé : *situation sanitaire*

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3222 Mds USD en novembre, en hausse mensuelle de 4,8 Mds USD

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change s'établissent à 3 222 Mds USD en novembre, se stabilisant ainsi au-dessus de 3 200 Mds USD depuis sept mois consécutifs. Cette évolution est due à des facteurs transactionnels (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers et l'opération de la PBoC sur le marché de change) et des facteurs non transactionnels (les taux de change des devises et les actifs libellés en diverses devises dans le portefeuille d'investissement des réserves). L'augmentation mensuelle de 4,8 Mds USD (+0,15% en g.m.) s'explique principalement par l'appréciation des bons du Trésor américains, l'excédent commercial et des flux de capitaux entrants sur les marchés financiers.

En détail, les bons du Trésor américains représentent un tiers des actifs dans lesquels les réserves sont investies. Leur taux de rendement s'abaisse de 13 points de base à 1,43% en novembre, entraînant une hausse de leur valeur. Par contre, si l'USD DXY s'est apprécié de +1,9% vis-à-vis du yuan en novembre, la livre et l'euro ont connu des fortes dépréciations de -2,8% et de -1,9% respectivement : les actifs libellés en livre et en euro se sont ainsi largement dépréciés. La ventilation précise des actifs composant les réserves demeure cependant inconnue. D'autre part : l'excédent commercial en Chine affichait 72 Mds USD, en croissance de +22% en g.a. ; les flux de capitaux entrants nets à travers les *Stock Connect* restent assez solides en atteignant 18,5 Mds RMB (2,9 Mds USD), et les obligations chinoises détenus par les investisseurs étrangers s'accroissent à 3930 Mds RMB (619 Mds USD) à fin novembre, en forte hausse de 80 Mds RMB (13 Mds USD) par rapport à octobre.

Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) fléchit, pour la première fois depuis mai 2020, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) poursuit son accélération

Selon le National Bureau of Statistics (NBS), [l'IPP](#) fléchit de son record historique d'octobre (+13,5% en glissement annuel) à +12,9% en g.a. en novembre. Concrètement, la croissance de l'IPP ralentit pour le secteur extractif et le secteur des matières premières (de +60,5% et +25,0% en g.a. en novembre, contre +66,5% et +25,7% en g.a. en octobre), notamment pour l'extraction de charbon (prix -4,9% en glissement mensuel, les autorités chinoises ayant demandé à augmenter la production et l'approvisionnement) et de métaux ferreux (-6,3% en g.m, du fait de la mise en circulation de davantage de stocks de matières premières sur le marché intérieur depuis le mois de mai). Par contre, l'IPP pour le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz continue de s'accroître à +6,5% en novembre par rapport à octobre, du fait principalement de la hausse du prix du pétrole brut international.

La croissance de [l'IPC](#) poursuit son accélération à +2,3% en g.a. en novembre contre +1,5% en g.a. en octobre, soit le plus haut niveau depuis septembre 2020. Cette évolution s'explique notamment par l'effet de base relativement bas durant l'année précédente ainsi que l'augmentation des prix alimentaires de +2,4% en g.m. en novembre contre +1,7% en g.m. en octobre, tirée par i) le fort rebond du prix du porc, de +12,2% en g.m. en

novembre contre -2,0% en g.m. en octobre; ii) la poursuite de la hausse du prix des légumes frais, de +6,8% en g.m. Le gouvernement chinois s'attend à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, comme évoqué dans [le Rapport annuel de travail du gouvernement du 5 mars](#). La PBoC estime quant à elle que l'IPC augmentera de 2% en 2021. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) retombe à +1,2% en g.a. en novembre, contre +1,3% en g.a. en octobre.

L'écart entre l'IPC et l'IPP se rétrécit à 10,6% en novembre (contre 12% en octobre), mais restant encore à un niveau élevé. La faible transmission de la hausse des coûts jusqu'au consommateur final s'explique notamment par les effets de concurrence au niveau de l'offre, et la lente reprise de la demande domestique. La pression sur les prix est donc principalement ressentie par les secteurs en aval.

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement s'accélère légèrement à +10,1% en novembre

Selon [les statistiques préliminaires publiées par la PBoC](#), la croissance de l'encours de financement de l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) s'accélère légèrement à +10,1% en g.a. en novembre (contre +10% en octobre), soit la première accélération depuis février. Cette évolution s'explique principalement par :

- i) la croissance de l'encours des obligations gouvernementales à +14,4% en g.a. en novembre (contre +13,6% en g.a. en octobre), du fait de la faiblesses des émissions obligataires à la même période l'année dernière (effet de base) et de l'accroissement des émissions obligataires par le gouvernement depuis le mois d'août de cette année (traditionnellement le MOF exige que les collectivités émettent tout le quota annuel de *special purpose bonds* avant fin novembre, le chiffre de l'émission de SPB entre janvier et novembre sera publié dans deux semaines) ;
- ii) la croissance de l'encours des actions des entreprises rebondit de +14% en g.a. en novembre (contre +13,5% en g.a. en octobre), en raison de l'effet de base ;
- iii) la croissance de l'encours des obligations des entreprises s'accélère également à +7,7% en novembre (contre +6,7% en octobre).

En revanche, la croissance du composant principal - l'encours des crédits bancaires fléchit à +11,8% en novembre (contre +12% en octobre). Concrètement :

- i) les nouveaux crédits aux entreprises à moyen et long terme poursuivent leur baisse (+342 Mds RMB en novembre contre +589 Mds RMB en novembre 2020), compte tenu de la demande faible de financement par les entreprises dans un contexte de ralentissement économique ;
- ii) les nouveaux crédits aux ménages à court terme s'abaissent également à +152 Mds RMB en novembre (contre +249 Mds RMB en novembre 2020) ;
- iii) par contre, les nouveaux prêts aux ménages à moyen et long terme s'accroissent fortement (+582 Mds RMB en novembre contre +422 Mds RMB en octobre et +505 Mds RMB en novembre 2020), dans la mesure où les autorités chinoises ont commencé à assouplir les crédits bancaires immobiliers

La croissance de l'encours des dépôts bancaires diminue à +8,6% en g.a. en novembre (contre +9,1% en g.a. en octobre), principalement en raison du retrait de dépôts par les administrations publiques pour l'utilisation du fonds des obligations aux projets (-728 Mds RMB contre +1110 Mds RMB en octobre et -186 Mds RMB en novembre 2020) ainsi que par les institutions financières non-bancaires (-26 Mds RMB contre +1240 Mds RMB en octobre et +852 Mds RMB en novembre 2020).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 se ralentit à +8,5% en g.a. à fin novembre (contre +8,7% à fin octobre).

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Politique monétaire : la PBoC annonce une baisse du ratio de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 50 points de base, ainsi qu'une réduction de 25 pdb du taux de *relending* aux PME et au secteur de l'agriculture

Le 6 décembre, la PBoC a annoncé officiellement une [réduction](#) du ratio des réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 50 points de base, entrant en vigueur à partir du 15 décembre. Elle contribuera à une injection de liquidités de 1200 Mds RMB (188 Mds USD) dans le système financier. La mesure avait été annoncée par le Premier ministre Li Keqiang vendredi 3 décembre lors d'une réunion avec Kristalina Georgieva, Directrice générale du FMI. Elle vise à soutenir l'économie réelle, en réduisant le coût de financement des entreprises, notamment pour les PME. La réduction ne s'appliquera pas aux institutions déjà soumises à un RRR de 5%. Selon le communiqué de la PBoC, après la réduction, le RRR moyen pondéré des institutions financières chinoises tombera ainsi à 8,4%. Pour rappel, la dernière coupe des RRR avait eu lieu le 15 juillet (50 pdb).

En outre, le 7 décembre, la PBoC a procédé à une [réduction](#) de 25 pdb des taux de *relending* aux PME et au secteur de l'agriculture, portés respectivement à 1,7% ; 1,9% et 2% pour les taux à 3 mois, 6 mois et 1 an. Cette mesure vise à encourager les banques commerciales à prêter davantage et à des taux d'intérêt préférentiels aux petites entreprises et aux entreprises du secteur rural. Par ce dispositif, les petites et moyennes banques accordent d'abord des prêts aux entreprises puis sollicitent un refinancement de la PBoC. La dernière baisse de ce taux remonte à juillet 2020 (25 pdb).

Les autorités ont rappelé à plusieurs reprises leur volonté de maintenir une politique monétaire stable, alors qu'elles cherchent à réduire la dynamique d'endettement. Bien que ces initiatives n'impliquent pas explicitement une inflexion de ce positionnement de la PBoC, elles constituent néanmoins un signal d'assouplissement. Alors que le ralentissement conjoncturel s'accélère depuis le T2, plusieurs analystes s'attendent à ce que l'assouplissement monétaire s'intensifie début 2022.

Immobilier : poursuite des troubles sur le marché immobilier chinois, le promoteur Evergrande déclaré en défaut

Alors qu'elle était jusqu'à présent parvenu à éviter tout défaut de paiement sur ses obligations en USD, Evergrande a échoué mardi 7 décembre à rembourser 82,5 M USD à ses créanciers à la fin d'une période de grâce : la société a donc été déclarée en « défaut restreint » (*restricted default*) par Fitch. Cette désignation signifie un défaut de fait, sans qu'une procédure de cessation d'activité, de liquidation ou de banqueroute n'ait encore été lancée, toutes ces options (y compris une poursuite des activités) semblant à ce jour encore envisageables. Selon certaines sources journalistiques, un plan de restructuration massif serait en cours de discussion.

Les autorités restent rassurantes sur les possibles effets du défaut d'Evergrande sur la stabilité financière. La PBOC a précisé le 3 décembre que « les risques engendrés par une certaine entreprise immobilière individuelle à court terme ne compromettent pas la fonction de levée de fonds du marché à moyen et long terme. [...] Les ventes de logements, les achats et le financement de terrains sont déjà revenus à la normale en Chine. [...] Certains promoteurs immobiliers chinois commencent à racheter leurs obligations à l'étranger, et les investisseurs

commencent également à acheter des obligations libellées en dollars émises par des promoteurs immobiliers chinois ». En outre, dans un communiqué du 3 décembre, un représentant de la CBIRC a affirmé que le potentiel non-respect par Evergrande de ses obligations financières « n'aurait aucun impact négatif sur le fonctionnement normal du secteur bancaire et de l'assurance en Chine ». Le 9 décembre, le gouverneur de la PBoC Yi Gang qualifie le défaut d'Evergrande d'événement de marché, devant être réglé « en accord avec les principes de marché et du droit ». Les droits et intérêts des créanciers seront respectés en lien avec leur séniorité, et aucun bail-out ne semble pour l'instant prévu.

Les autorités devraient tout de même participer directement ou indirectement au plan de restructuration. Ainsi, le 6 décembre, Evergrande avait annoncé la création d'un « comité de gestion des risques » chargé de « réduire et éliminer les risques futurs », au sein duquel siègeront cinq responsables d'entreprises publiques. Certains gouvernements locaux auraient aussi envoyé des équipes de conseillers au sein des bureaux de promoteurs (gouvernement local du Guangdong au sein d'Evergrande notamment), en charge de « résoudre les risques, renforcer le système interne de gestion des risques et maintenir des opérations normales ». Selon Caixin, le ministère du Logement et du Développement urbain-rural aurait également demandé aux autorités locales d'enquêter sur les chantiers de construction d'Evergrande (en octobre, les gouvernements locaux de l'Anhui et du Guizhou ont lancé des inspections).

S'agissant des autres promoteurs :

- China Aoyuan Group Ltd. a également annoncé que ses créanciers exigeaient le remboursement de 651,2 M USD. Pour rappel, les trois agences S&P, Fitch Ratings et Moody's ont toutes abaissées les notations de Aoyuan ces deux derniers mois en raison d'une prévisible crise de liquidité et de difficultés à rembourser ses dettes. L'incapacité d'Aoyuan à rembourser les prêts offshore pourrait éventuellement conduire à un défaut de paiement.
- Kaisa Group Holdings Ltd. a suspendu la négociation de ses actions à la Bourse de Hong Kong le 8 décembre. La société a échoué à rembourser 400 M USD d'obligations arrivées à échéance mardi.
- Selon Bloomberg, les entreprises chinoises ont fait défaut sur un montant record de 10,2 Mds USD d'obligations offshore en 2021, les sociétés immobilières représentant 36% du total.

S'agissant du secteur, en novembre, les ventes de logement ont continué de fléchir : les ventes enregistrées par les 100 premiers promoteurs immobiliers ont chuté de 37,6 % en g.a. en valeur, en baisse pour le cinquième mois consécutif.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - novembre 2021 selon les douanes chinoises : volume des échanges record grâce à une hausse importante des importations

- **Sur les onze premiers mois de l'année 2021, les exportations ont augmenté de 30,8 % (à 3 028 Mds USD) dans un contexte d'appréciation du RMB (+5,7 % contre l'USD sur cette période) et d'une forte hausse des coûts du transport;** elles avaient augmenté de 2,5 % en 2020.
- **+21,4 % en g.a. à 325,5 Mds USD pour les exportations de biens en novembre, inférieur à la croissance des exportations du mois d'octobre (+26,6 % en g.a.)** mais supérieur aux prévisions (+19,0 % selon le sondage de Reuters).
- Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers l'Union européenne (+33,5 % à 50,1 Mds USD) dont la France (+38,7 % à 4,4 Mds USD), l'ASEAN (+22,3 % à 47,8 Mds USD) dont l'Indonésie (+53,6 % à 6,0 Mds USD), la Corée du Sud (+39,0 % à 14,7 Mds USD) et l'Inde (+34,0 % à 9,6 Mds USD). La croissance des exportations vers les Etats-Unis a pour sa part été plus modeste (+5,3 % à 54,7 Mds USD).

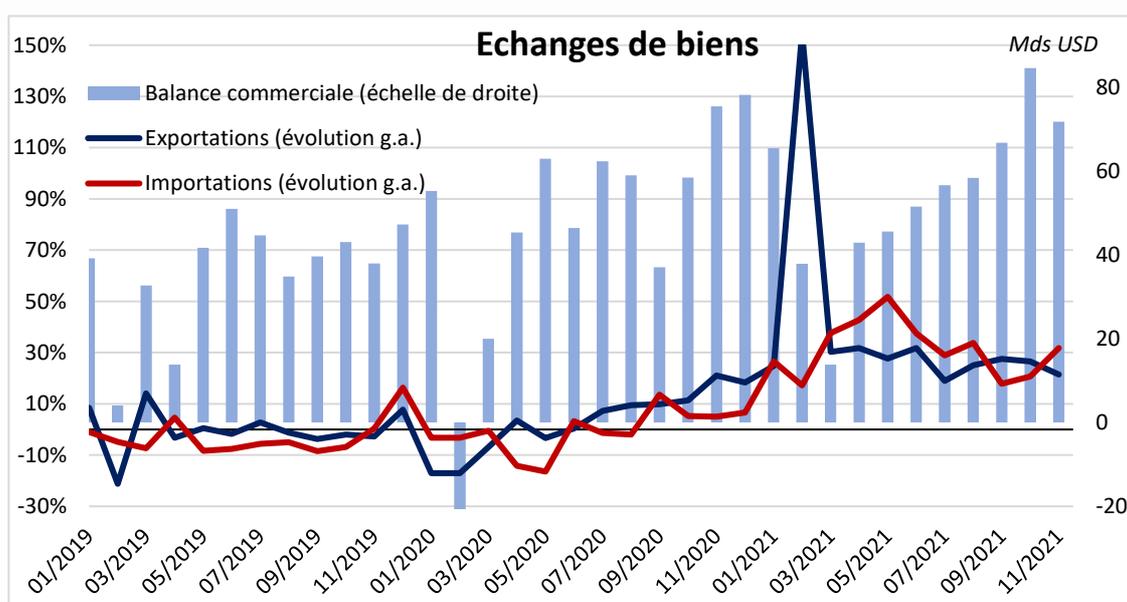
Les exportations dans l'ensemble des principaux secteurs ont augmenté, en particulier pour les biens électriques et mécaniques (+17,0 % à 194,6 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+37,3 % à 15,8 Mds USD) et les ordinateurs (+18,4 % à 25,1 Mds USD), les produits de haute technologie (+14,2 % à 98,3 Mds USD), et les produits textile (+10,0 % à 13,2 Mds USD).

- **Sur les onze premiers mois 2021, les importations ont augmenté de 31,0 % (à 2 432,8 Mds USD), notamment du fait de l'augmentation des coûts des matières premières ;** elles avaient diminué de 1,2 % en 2020.
- **+31,7 % à 253,8 Mds USD pour les importations de biens en novembre, supérieur à la croissance des importations du mois d'octobre (+21,0 en g.a.).**
- Le dynamisme des importations venant des principaux partenaires a été assez inégal. Elles augmentent en provenance de l'ASEAN (+35,7 % à 38,5 Mds USD) dont l'Indonésie (+122,9 % à 7,7 Mds USD), de Taiwan (+21,1 % à 24,7 Mds USD), de la Corée du Sud (+28,6 % à 20,8 Mds USD), des Etats-Unis (+22,0 % à 17,8 Mds USD), de l'Afrique (+55,0 % à 9,6 Mds USD), et de la Russie (+84,9 % à 8,2 Mds USD). Les importations en provenance de l'Union européenne n'ont en revanche augmenté que sensiblement (+4,2 % à 27,3 Mds USD), du fait notamment d'une baisse des importations en provenance de France (-0,1 % à 3,5 Mds USD).
- Alors que les importations de la majorité des marchandises ont continué à augmenter, les plus fortes hausses ont été enregistrées pour les matières premières : pétrole brut (+80,1 % à 24,7 Mds USD) ; gaz naturel

(+169,0 % à 7,5 Mds USD) ; minerais de cuivre (+57,7 % à 5,3 Mds USD) ; charbon (762,6 % à 5,9 Mds USD). Les autres secteurs sont également dynamiques : produits électriques et mécaniques (+20,6 % à 108,1 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+25,3 % à 41,6 Mds USD) et les ordinateurs (+43,6 % à 6,6 Mds USD) ; produits de haute technologie (+20,0 % à 80,4 Mds USD) ; produits agroalimentaires (+24,3 % à 18,9 Mds USD).

- **Sur les onze premiers mois l'excédent commercial s'élève à 594,9 Mds USD (contre 459,3 Mds USD sur la même période l'année précédente). Sur le mois de novembre l'excédent commercial s'élève à 71,7 Mds USD (après le niveau record de 85,5 Mds USD en octobre), en baisse par rapport à l'année dernière (75,4 Mds USD).**

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-novembre 2021 (source : douanes chinoises)



	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	5 460,6	+30,9 %
Exportations chinoises	3 027,7	+30,8 %
Importations chinoises	2 432,8	+31,1 %
Balance commerciale	594,9	augmentation de la balance commerciale de 135,6 Mds USD

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-novembre 2021 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	354,6	14,6	+31,8 %
Union européenne	282,2	11,6	+22,4 %

<i>dont Allemagne</i>	109,8	4,5	+17,6 %
<i>dont France</i>	35,2	1,5	+34,8 %
Taiwan	227,5	9,4	+25,2 %
Corée du Sud	193,9	8,0	+23,1 %
Japon	188,5	7,8	+19,6 %
États-Unis	162,3	6,7	+37,1 %
Australie	150,8	6,2	+43,2 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-novembre 2021 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	520,2	17,2	+38,3 %
Union européenne	465,8	15,4	+33,0 %
<i>dont Allemagne</i>	103,0	3,4	32,9 %
<i>dont France</i>	41,8	1,4	27,4 %
ASEAN	433,9	14,3	+27,4 %
Hong Kong	313,4	10,4	+30,1 %
Japon	151,3	5,0	+17,0 %
Corée du Sud	135,6	4,5	+33,9 %

Commerce extérieur : chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et octobre 2021 : les exportations françaises sont supérieures à leur niveau de 2019 grâce au dynamisme du luxe et de l'agroalimentaire, et malgré des ventes aéronautiques bien inférieures à leur niveau d'avant crise
(source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont fortement augmenté** sur les 10 premiers mois de 2021 par rapport à leur niveau de 2020 (+50,2 % à 19,7 Mds EUR), du fait d'un effet de base important (les exportations avaient baissé de 22,8 % sur la même période en 2020), ainsi que d'une reprise des ventes aéronautiques à partir d'avril 2021 (3,0 Mds EUR vs. 0,8 Md EUR entre avril et octobre 2020), premier poste des exportations françaises.
- **Les exportations françaises sont supérieures à leur niveau de 2019** (19,7 Mds EUR vs. 17,0 Mds EUR) malgré des ventes du secteur aéronautique encore bien inférieures à leur niveau d'avant-crise (3,5 Mds EUR vs. 5,9 Mds EUR).
- **Hors aéronautique, les exportations sont dynamiques.** Alors que les touristes chinois ne peuvent que difficilement voyager en France, les exportations françaises de produits de luxe^[1] ont augmenté de manière significative par rapport à 2020 (+93,3 % en g.a. à 5,2 Mds EUR pour l'ensemble du secteur ; +256 % à 1,9 Md EUR pour la maroquinerie) ; les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également bondi (+36,4 % à 2,5 Mds EUR) grâce aux ventes de viande (+11,6 % à 450 MEUR), des produits laitiers (+24,9 % à

380 MEUR) et de boissons (+75,3 % à 1,2 Md EUR), dont les spiritueux (+97,9 % à 680 MEUR) et le vin (+52,5 % à 460 MEUR).

- **Les importations françaises de biens chinois ont continué d'augmenter** : +9,7 % en g.a. à 50,7 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+20,1 % en g.a. à 14,2 Mds EUR ; +20,0 % pour les ordinateurs ; +13,0 % pour les téléphones) et d'équipements électriques et ménagers (+22,9 % à 6,4 Mds EUR) qui sont restés importants.
- Les importations de produits **textiles et d'habillement** ont diminué (-35,0 % en g.a. à 7,7 Mds EUR) du fait de la forte baisse des importations de masques et autres équipements de protection.
- Les importations de navires ont fortement crû (797 MEUR vs. 294 MEUR) en lien avec les achats de porte-conteneurs chinois par CMA-CGM.
- Le déficit commercial français a baissé par rapport à 2020: -6,3 % à 31,1 Mds EUR (il s'est creusé par rapport à 27,2 Mds EUR entre janvier et octobre 2019).

Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à octobre 2021 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	70 385	+18,6 %
Exportations françaises	19 663	+50,2 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>3 724</i>	<i>+153,0 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>2 248</i>	<i>+36,4 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>2 989</i>	<i>+30,0 %</i>
Importations françaises	50 722	+9,7 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>14 239</i>	<i>+20,1 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>7 653</i>	<i>-34,7 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>6 440</i>	<i>+22,9 %</i>
Balance commerciale	-31,1 Mds EUR	Baisse du déficit de 6,3 % (-2,1 Mds EUR)

[1] *Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art*

Erratum : OMC : les douanes chinoises arrêtent de délivrer les certificats de SGP pour les exportations vers 32 pays

Contrairement à ce qui était écrit dans les brèves de la semaine précédente, 32 pays avaient déjà annulé leur programme de SGP avec la Chine il y a plusieurs années ; l'annonce des douanes chinoises correspondait donc seulement à une « manipulation technique »

Le 25 octobre l'administration générale des douanes chinoises (GACC) a publié une annonce déclarant que les 27 Etats membres de l'Union européenne (UE), ainsi que le Royaume-Uni, le Canada, la Turquie, l'Ukraine, et le Liechtenstein annulaient le traitement de Système généralisé de préférence (SGP) vis-à-vis à la Chine à partir du 1^{er} décembre 2021 et qu'ainsi les douanes chinoises ne leurs fournissaient plus de certificats de SGP.

En réalité, les Etats membres de l'UE (y compris le Royaume-Uni à l'époque) et la Turquie ont cessé d'accorder le traitement de SGP à la Chine depuis le 1^{er} janvier 2015 ; le Canada et le Liechtenstein à partir du 1^{er} juillet 2014, et l'Ukraine a annulé ce programme en 2012. Autrement dit, les pays mentionnés dans l'annonce de la GACC avaient tous retiré leur traitement SPG à la Chine il y a plusieurs années.

Les douanes chinoises ont ainsi seulement annoncé qu'elles arrêteraient de délivrer des certificats SGP pour les exportations vers les pays mentionnés dans l'annonce car ces certificats étaient toujours acceptés par les douanes des pays destinataires, bien qu'elles ne donnaient plus lieu à des droits de douane réduits. Cela correspond donc seulement à une « manipulation technique » (un changement du format des certificats d'exportation).

Le changement de droits de douane à l'encontre des produits chinois s'est ainsi déjà produit ; en 2015, l'équivalent de 242 Mds USD d'importations européennes de produits chinois ont été concernés (hausse jusqu'à 12 % pour certains produits). Après une baisse en 2015 (-3,5 %), les exportations chinoises ont continué d'enregistrer une forte croissance les années suivantes (+8,2 % en moyenne entre 2016 et 2020).

OMC : la Chine salue l'aboutissement des négociations relatives à la réglementation intérieure dans le domaine des services

Le 2 décembre, les 67 membres de l'Initiative conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services à l'OMC, dont la Chine, l'UE et les Etats Unis, ont annoncé l'aboutissement des négociations sur la réduction des frais administratifs dans le commerce des services et à réduire les formalités administratives de façon à faciliter le commerce des services à l'échelle mondiale. Dans la déclaration, les participants s'engagent à ratifier ces nouveaux engagements dans les 12 mois.

La Directrice générale de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala a déclaré que « cet accord a été conclu malgré le report de la CM12 et démontre que l'OMC est opérationnelle et dynamique ». Cette dernière a également souligné que la disposition relative à la non-discrimination entre hommes et femmes est la première de ce genre à figurer dans un texte négocié à l'OMC.

Soulignant qu'il s'agit de la première initiative conjointe à aboutir au sein de l'OMC, [le MOFCOM a affirmé](#) que l'accord contribuera à revitaliser la fonction de négociation de l'OMC et à promouvoir une libéralisation accrue du commerce mondial des services. Le MOFCOM a également indiqué que la Chine accélérera son processus d'approbation des engagements internationaux et travaillera avec les parties concernées pour promouvoir la mise en œuvre de l'accord.

[Consulter la déclaration conjointe sur la conclusion des négociations](#)

Relations Chine-US : le Congrès américain adopte un projet de loi limitant les importations de produits fabriqués au Xinjiang

Le 8 décembre, le Congrès américain a adopté un projet de loi visant à limiter davantage les importations de produits fabriqués au Xinjiang.

La mesure imposerait des normes renforcées aux entreprises cherchant à importer des produits de la région, interdisant l'importation de biens fabriqués « entièrement ou en partie » au Xinjiang, à moins que les entreprises ne puissent prouver de manière « proactive » aux agents des douanes que les produits n'ont pas été fabriqués dans le cadre du travail forcé.

Des entreprises telles que Nike, Coca-Cola et Apple ont alerté sur le fait que ce projet de loi pourrait avoir des conséquences sévères sur des chaînes d'approvisionnement déjà fragilisées.

Environ un [vêtement en coton sur cinq dans le monde](#) contient du coton ou du fil provenant du Xinjiang. La région représente également [près de 50% de la production mondiale de polycilicium](#) - matière première utilisée pour la fabrication de panneaux solaires.

[Le MOFCOM a condamné](#) cette mesure américaine, la qualifiant « d'unilatéralisme, de protectionnisme, et d'intimidation au nom des soi-disant 'droits de l'homme', ce qui est totalement contraire aux principes de l'OMC ».

Relations Chine-Lituanie : blocage des importations chinoises en provenance de la Lituanie

Le président de la Confédération industrielle lituanienne, Vidmantas Janulevičius, a alerté cette semaine sur la suppression de la Lituanie du système des douanes chinoises. Les entreprises lituaniennes n'ont confirmé que quatre jours plus tard que la Lituanie avait été [rajoutée au système](#).

Les exportateurs continueraient cependant à rencontrer des difficultés : une expédition de produits de hautes technologies vers la Chine a par exemple été bloquée le mardi 7 décembre, après que l'opérateur logistique a déclaré qu'il ne pouvait pas charger les marchandises sur le camion en raison de la situation politique selon le [SCMP](#).

Selon [Reuters](#), des multinationales ont par ailleurs été invitées à rompre leurs liens commerciaux avec la Lituanie sous peine d'être exclues du marché chinois. Selon Mantas Adomenas, Vice-ministre lituanien des Affaires étrangères, les autorités chinoises ont également réduit les exportations chinoises vers la Lituanie, notamment en mettant fin aux crédits d'exportation pour les importations lituaniennes en provenance de Chine, pénalisant les importations de produits alimentaires, lasers, matières premières, produits pharmaceutiques, meubles, et vêtements.

Le vice-Président de la Commission européenne Valdis Dombrovskis a remarqué que le blocage commercial sur la Lituanie par la Chine [« pourrait certainement être une raison de lancer une évaluation s'il constituait une coercition économique »](#).

Les douanes chinoises ont jusqu'ici [refusé de dialoguer](#) avec la Lituanie et l'UE sur cette situation, prétextant être « très préoccupées par la pandémie de Covid-19 ».

A la suite de l'autorisation par la Lituanie de l'ouverture d'un bureau de représentation taïwanais à Vilnius le mois dernier, la Chine aurait eu recours à un ensemble de mesures informelles pour pénaliser le commerce extérieur lituanien.

Le ministère chinois des Affaires étrangères [a condamné](#) la Lituanie cette semaine pour « avoir distingué la Chine de Taiwan (« 一中一台 »), et gravement porté atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine en créant un précédent ignoble».

Logistique : les ports à conteneurs chinois devraient augmenter leurs frais de manutention

Le port de Ningbo-Zhoushan en Chine, troisième port à conteneurs au monde, a récemment [indiqué](#) qu'il augmentera de 10 % ses frais de manutention pour l'importation et l'exportation de conteneurs à partir du début de l'année prochaine.

Les mesures de précaution et la congestion des ports durant la pandémie ont augmenté les coûts de manutention des opérateurs portuaires à travers le monde. Ne représentant aujourd'hui que 2 à 3 % du total des frais de transport maritime, l'augmentation des frais portuaires n'aurait qu'un impact modeste sur les coûts d'exportation et d'importation.

Le gouvernement chinois pourrait toutefois intervenir sur cette décision, sachant que l'augmentation des frais portuaires est un sujet « sensible » pour les autorités chinoises dans le contexte de la montée en flèche du coût du fret international.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Terres rares : la création de China Rare Earth Group, issue de la fusion de trois entreprises, se confirme

Déjà présagée depuis quelques mois (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 25 octobre 2021](#)), la [fusion](#) de China Minmetals Corp (CMC), Aluminum Corp. Of China et Ganzhou Rare Earth Group [se confirme](#). Nommé China Rare Earth Group, ce nouveau groupe devrait permettre d'aider à consolider l'industrie des terres rares.

Les estimations de la domination chinoise sur la chaîne de valeur des terres rares varient. Alors qu'il est estimé qu'un tiers des réserves mondiales de terres rares sont situées sur son sol, la Chine [représenterait](#) 70 % de l'extraction mondiale de terres rares, et 90 % de la production – des chiffres qui s'élèvent respectivement à 55% et 85% selon un rapport de la Maison Blanche. Cette prépondérance s'explique par plusieurs facteurs, notamment une consolidation progressive du marché (l'extraction et la production étant assurées par un nombre plus restreint de SOEs : en 2014 six entités par exemple étaient dominantes) et des quotas d'exportations, qui ont eu pour effet d'attirer l'ensemble de la chaîne de valeur en Chine. Cette opération de fusion semble ainsi s'inscrire dans la continuité de poursuivre la consolidation du secteur : en octobre, le Secrétaire général de la Commission d'administration et de supervision des actifs publics (SASAC) chargée de la supervision des entreprises publiques, indiquait que l'objectif de l'opération est la promotion de la restructuration du secteur, dans le but de créer une entreprise d'ampleur mondiale.

Pour mémoire, les éléments de terres rares sont un groupe de 17 éléments chimiques relativement abondants dans la croûte terrestre, dont les propriétés physiques en font des éléments essentiels aux industries de l'électronique, de l'électromagnétique et des énergies nouvelles. Ils sont subdivisés en deux groupes : les terres rares légères (les plus abondantes) et les terres rares lourdes (moins abondantes). Les terres rares lourdes permettent des applications telles que les aimants permanents, les diodes, les phosphores ou les renforçateurs de dispersion dans les métaux. La domination de la Chine sur l'ensemble de la chaîne de valeur des terres rares pourrait potentiellement lui conférer un instrument de rétorsion dans le contexte des tensions commerciales (voir [note du SER de Pékin du 4 novembre 2019](#) : *Les terres rares, une « trump card » pour la Chine dans la guerre commerciale*).

E-commerce : Alibaba réorganise son activité e-commerce

Alibaba a annoncé la [réorganisation](#) de son activité e-commerce. Deux unités distinctes seront créées : l'une destinée au marché chinois, l'autre au marché international. Cette dernière inclura AliExpress, notamment présent en Europe et en Amérique du Sud, ainsi que Lazada (Asie du Sud-Est) et Alibaba.com. La branche nationale inclura quant à elle Tmall et Taobao. La branche nationale représente [deux tiers](#) du CA d'Alibaba. Cette réorganisation s'accompagne également de la [nomination d'un nouveau CFO](#), Toby Xu, tandis que Trudy Dai, l'une des 18 membres fondateurs d'Alibaba, sera à la tête de l'unité dédiée au marché national à partir de janvier.

Cet effort de réorganisation, justifié par un besoin de « nouveau départ » selon le président et CEO Daniel Zhang, intervient dans un contexte où Alibaba, à l'instar d'autres géants du numérique, font face cette année à une reprise en main générale du secteur numérique, mais aussi dans le contexte d'une [compétition croissante](#) sur le segment e-commerce (Pinduoduo, [ByteDance](#)). Au T3-2021, les ventes issues du commerce international en ligne

représentaient 5 % du CA de l'entreprise, contre 63 % pour les ventes en Chine (les [autres parts](#) du CA étant issues de *cloud computing*, de la logistique, etc.).

Matières premières : Ganfeng Lithium prévoit de doubler sa production d'ici 2025

L'entreprise Ganfeng Lithium, l'une des principales entreprises d'extraction et de transformation du lithium, prévoit de [doubler sa production](#) de lithium d'ici 2025 par rapport à 2020. L'entreprise prévoit ainsi de hisser sa production à 200 000 tonnes d'ici 2025 (à comparer à 90 000 tonnes en 2020), ce qui permettrait en aval de la chaîne de valeur la production de 4 M de batteries pour véhicules électriques (VE), selon le vice-président de l'entreprise.

Cette prévision de doublement de la production intervient dans un contexte où Ganfeng, à l'instar d'autres acteurs chinois analogues, cherche à sécuriser son accès en lithium, un matériau critique pour la production de batteries de VE dont la demande est en forte augmentation. En mai dernier, Ganfeng Lithium a annoncé souhaiter augmenter ses parts (250 MUSD d'investissements annoncés) au sein de Bacanora Lithium, entreprise britannique notamment en charge du projet Sonora au Mexique, pour les porter à 100 % (contre 29 % aujourd'hui). Cette prise de participation, qui n'est pas encore finalisée, a d'ailleurs [fait l'objet de critiques](#) par des parlementaires britanniques et actionnaires de Bacanora Lithium cette semaine. Ceux-ci craignent en effet une extension de la domination d'entreprises chinoises sur l'exploitation et la production de lithium. L'éventuelle exploitation chinoise du projet Sonora pourrait dans tous les cas être mise en difficulté par les autorités mexicaines, le Président ayant [proposé](#) de nationaliser l'extraction de lithium.

Outre Bacanora Lithium, Ganfeng avait annoncé en juin dernier une prise de participation (à hauteur 130 MUSD) au sein d'une mine de lithium au Mali. En juillet, Ganfeng avait également fait une offre pour acquérir l'entreprise canadienne Millennial Lithium (pour 278 MUSD) – proposition renchérie par CATL en septembre 2021 surenchéri (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 11 octobre 2021](#)), elle-même surenchérie par Lithium Americas (entreprise canadienne) en novembre 2021.

Fondé en 2000, Ganfeng serait responsable de [24 %](#) de la production mondiale d'hydroxyde de lithium en 2020, en hausse par rapport à 18 % en 2019. L'entreprise tenterait de se positionner par ailleurs en aval de la chaîne de valeur des batteries, ce qui la placerait potentiellement en compétition avec CATL. En effet, Ganfeng a également récemment annoncé la construction en 2023 d'une usine dans la province du Jiangxi, qui pourrait être destinée à la production de batteries.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Développement durable : publication du plan quinquennal sur le développement vert de l'industrie ainsi que d'une feuille de route pour réduire les émissions des « nouvelles infrastructures » (centres de données, 5G)

Le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) a publié le 10 décembre le [plan quinquennal](#) pour le développement vert de l'industrie pour la période 2021-2025. Le document définit des indicateurs et mesures clés dans l'industrie : -18% d'émissions carbone et -13,5% de consommation énergétique par unité de production industrielle (similaires aux objectifs nationaux de réduction de l'intensité carbone et énergétique de l'économie parus en mars), baisse de 10% de l'intensité des principaux polluants dans les secteurs clés (fer, acier, matériaux non-ferreux, matériaux de construction). Le plan prévoit également que la valeur de la production de l'industrie environnementale devrait atteindre 11 000 Mds RMB (1 500 Mds EUR) d'ici 2025. Si le plan promeut un développement accru des technologies à plus forte valeur ajoutée (énergies renouvelables, stockage, hydrogène, capture du CO₂) et de l'économie circulaire (notamment pour les secteurs de l'acier, des métaux non ferreux et du papier), très peu d'objectifs quantitatifs sont donnés. Le plan ne fixe en outre pas de niveaux maximum d'émissions pour le secteur industriel, ni d'année pour l'atteinte du pic des émissions.

Pour rappel, un plan spécifique au secteur industriel est encore attendu dans le cadre de la feuille de route nationale « 1+N » de décarbonation de l'économie chinoise. En outre, le MIIT a récemment confirmé que plusieurs plans sectoriels d'atteinte du pic des émissions pour l'industrie étaient finalisés et étaient maintenant en attente de validation.

Un autre [plan](#) publié cette semaine par la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et le MIIT concerne quant à lui le développement écologique et de haute qualité des « nouvelles infrastructures », dont font partie les centres de données et la 5G. Les principaux objectifs relèvent de l'amélioration de l'efficacité énergétique des stations 5G et des centres de données, ainsi que de leur taux d'utilisation. L'ONG [Greenpeace](#) rappelait à ce sujet en mai dernier que le secteur de la 5G et des centres de données en Chine représentait un poste toujours plus important de consommation énergétique et d'émissions carbone, qui sont appelées à exploser à l'horizon 2035 (respectivement 782 TWh et 310 Mt en 2035 contre 201 TWh et 123 Mt en 2020).

Transports : création d'un géant national de la logistique

Lundi dernier a été annoncée la création d'un nouveau géant chinois de la logistique, [China Logistics Group](#), issu de la fusion de China Railway Materials Group Corp et de quatre filiales de China Chengtong Holdings Group Ltd. La SASAC (Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics) et China Chengtong Holdings détiennent chacun 38,91% des parts de la nouvelle entité ainsi formée. Le reste des actionnaires comprend China Eastern Airlines, China COSCO Shipping Corp Ltd et China Merchants Group (respectivement 10%, 7,3% et 4,9% des parts).

Cette fusion intervient alors que la pandémie de Covid-19 continue à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans les ports chinois où le moindre cas positif peut entraîner la suspension des

opérations. La nouvelle entité, opérant déjà une flotte de 3 millions de véhicules en Chine et à l'international et possédant 120 lignes ferroviaires (notamment entre la Chine et l'Europe), vise à devenir un "organisateur de la chaîne d'approvisionnement mondiale" en développant les liaisons commerciales internationales et les services de fret, ainsi que le commerce électronique transfrontalier.

Marché carbone : la fin de la première échéance de conformité approchant, le volume échangé en forte hausse tandis que le prix reste stable

Les 2 162 entreprises de production d'électricité assujetties au marché national du carbone chinois verront la première échéance de conformité dans trois semaines pour leurs émissions de 2019-2020. Fin octobre, le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a publié une [annonce](#) sur la mise en conformité et a demandé aux autorités locales de s'assurer que 95% des entreprises atteignent l'objectif avant le 15 décembre et 100% avant le 31 décembre.

Cependant, une disparité régionale entre les différentes provinces a été constatée. Ainsi, le 7 décembre, les 7 entreprises assujetties au marché carbone de la province du Hainan, dont les émissions de carbone représentent 40% des émissions provinciales, avaient déjà [finalisé](#) leurs procédures de conformité. En revanche, le Shandong, seule province comptant plus de 300 entreprises sur le marché et disposant de nombreuses centrales thermiques inefficaces, devrait avoir plus de difficultés à répondre aux exigences. Confrontée à des pénuries de quotas, elle aurait autorisé les « entreprises [...] à s'emprunter des quotas les unes aux autres, et à les rembourser en 2022 », selon Qin Yan, analyste chez le fournisseur de données Refinitiv.

Par ailleurs, de nombreuses incertitudes subsistent quant au cadre juridique du marché carbone. Selon un rapport publié fin novembre par Refinitiv, un manque de clarté sur le mécanisme de vérification des données d'émission, sur la législation relative aux échanges et sur les questions fiscales aurait augmenté la volatilité de prix ces dernières semaines.

L'échéance de conformité approchant, le volume moyen des échanges de quotas a connu une augmentation notable en novembre, passant à 1,04 Mt échangées quotidiennement contre 0,16 Mt au mois d'octobre. Le 9 décembre, le total du volume échangé sur le marché national s'élève à 69,4 Mt, pour un montant de transactions d'environ 371 MEUR.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : Première loi sur la gestion des données publiques à Shanghai

La première loi sur les données à Shanghai a été adoptée le jeudi 25 novembre par l'assemblée législative de la ville, et devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2022. Celle-ci régit la manière dont le gouvernement doit traiter les « données publiques » qui sont recueillies auprès des résidents. La loi classe les données publiques en trois catégories selon qu'elles sont accessibles ou non à des tiers. Les données relatives à l'information et à la vie privée des personnes, les secrets d'affaires et les informations commerciales classifiées ne sont pas accessibles, tandis que les autres types de données seront accessibles au public de manière conditionnelle ou inconditionnelle. Les personnes physiques, les entreprises et les organisations non constituées en société peuvent toutes demander l'accès aux données par l'intermédiaire de l'administration compétente. La loi encourage également le public à prendre part à l'exploitation des données pour en tirer une valeur ajoutée.

Sources : ([Shine](#)) ([The paper](#))

Shanghai : Le port de Shanghai lance la première plateforme numérique de détaxe du pays

Le 30 novembre, le port de Shanghai a lancé une plateforme numérique pour accélérer le remboursement des taxes à l'exportation pour les entreprises. Cette initiative nommée "Shanghai-Chongqing Tax Port Pass" est le fruit d'une collaboration entre le *Shanghai Port Group*, le bureau municipal des impôts de Chongqing et le port de Chongqing. Il s'agit d'un des projets du groupe portuaire de Shanghai visant à utiliser les technologies numériques avancées ("Internet+", big data, cloud computing, blockchain...) pour une gestion intelligente du port. Cette plateforme fournira des informations logistiques, facilitera les démarches et le suivi des marchandises en supprimant les besoins de documents papiers. À l'avenir, le "Tax Port Pass" s'étendra à d'autres ports du long du fleuve du Yangtze.

Source : ([The paper](#))

Delta du Yangtse : Programme d'appariement de Shanghai, du Jiangsu et du Zhejiang avec des villes du nord de l'Anhui

Le 8 décembre, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) a publié un programme de développement accéléré de la région du nord de l'Anhui, pour réduire l'écart de développement au sein de la région du delta du Yangtze (constituée de Shanghai et des trois provinces voisines du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui). Pour cela, huit villes du nord de l'Anhui seront jumelées avec des municipalités ou districts de Shanghai, du Jiangsu et du Zhejiang dans les domaines de l'industrie, la technologie, les talents, le capital et les marchés.

Ces jumelages s'étendront sur 10 ans (2021-2030) et concerneront les villes de l'Anhui suivantes : Huaibei (jumelée avec la ville Xuzhou/Jiangsu), Bozhou (avec le district de Fengxian/Shanghai), Suzhou (avec la ville de Hangzhou/Zhejiang), Bengbu (avec la ville de Ningbo/Zhejiang), Fuyang (avec la ville de Suzhou/Jiangsu),

Huainan (avec le district de Minhang/Shanghai), Chuzhou (avec la ville de Nanjing/Jiangsu) et Liuan (avec le district de Songjiang/Shanghai).

Dans le cadre de ce programme, les cadres feront des échanges, des parcs de coopérations industrielles interprovinciales seront construits, une plateforme sera mise en place pour mettre en relation les capitaux, les projets, et les ressources humaines, et le partage de ressources éducatives, médicales et récréatives de qualité sera amélioré.

Source : ([Shanghai Observer](#))

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Propriété intellectuelle : relance du projet de réforme du régime des droits d'auteur

Le gouvernement de Hong Kong a ouvert le 24 novembre une période de consultation de 3 mois concernant [la mise à jour du régime des droits d'auteur](#). Trois séries de consultations ont eu lieu depuis 2006 et deux projets de loi ont été présentés respectivement en 2011 et 2014 au conseil législatif, abandonnés du fait de l'opposition des députés pro démocratie. Les critiques s'étaient concentrées à l'époque sur l'impact de la législation sur la liberté d'expression via les poursuites que le projet de réforme introduisait contre l'usage d'œuvres protégées dans des créations secondaires pour se moquer des politiciens ou personnalités publiques.

Le gouvernement a fondé sa nouvelle proposition sur le projet de réforme de 2014 et le texte couvre cinq domaines : introduction de droits de communication avec le principe de neutralité technologique ; sanctions pénales contre les communications d'œuvres protégées non autorisées à des fins lucratives ou portant préjudice aux titulaires de droit ; création de nouvelles exceptions à l'usage de contenus protégés pour trois catégories (parodie, satire, caricature et pastiche) ainsi que pour le secteur de l'éducation, les bibliothèques, les musées et les archives ; introduction de dispositions pour contrôler la contrefaçon en ligne. La responsabilité des fournisseurs de services en ligne pour les violations de droit d'auteur serait limitée à condition qu'ils prennent des mesures raisonnables lorsqu'ils sont notifiés d'infractions. Deux facteurs supplémentaires sont introduits pour évaluer les infractions, le comportement du contrefacteur après avoir été informé de la violation et le risque de circulation des copies en raison de la violation.

Selon le ministre du commerce et du développement économique M. Edward Yau, cette réforme répond à la volonté du gouvernement de faire de Hong Kong un pôle de propriété intellectuelle tel qu'annoncé dans le 14^{ème} plan quinquennal de la Chine.

Dans le cadre actuel (Ordonnance sur le droit d'auteur) les sanctions en place prévoient jusqu'à quatre ans de prison et une amende maximale de 6 415 USD pour avoir fabriqué, importé, exporté ou vendu des œuvres sans l'accord du titulaire des droits d'auteur.

Bourse : le promoteur immobilier chinois Kaisa suspend sa cotation à Hong Kong et voit sa notation dégradée à « défaut restreint » par Fitch

Après avoir manqué une échéance de remboursement sur une obligation *offshore* d'un nominal de 400 M USD le mardi 7 décembre, Kaisa Group a suspendu sa cotation à HKEX le 8 décembre, dans l'attente d'une « annonce comportant des informations privilégiées ». Il s'agit de la deuxième suspension en un mois pour le titre Kaisa, dont la valeur s'est contractée de 75% depuis le début de l'année. Le promoteur chinois avait proposé fin novembre à ses créanciers d'échanger au moins 95% de l'encours de son obligation arrivant à maturité le 7 décembre contre une obligation d'un même niveau de coupon, arrivant à maturité 18 mois plus tard. Cette offre avait dans un premier temps été refusée mais des discussions concernant un potentiel accord seraient en cours

entre Kaisa et un groupe de créiteurs conseillés par la banque française Lazard, selon [Bloomberg](#). Kaisa a par ailleurs été déclarée en « défaut restreint » (*restricted default*) par Fitch le 9 décembre (de même pour Evergrande qui est arrivée au terme de la période de grâce de 30 jours après deux versements de coupons sur des obligations *offshore* pour un montant total de 82,5 M USD, initialement dus le 6 novembre).

Kaisa est le 3^{ème} plus gros émetteur d'obligations en USD parmi les promoteurs chinois avec 11,6 USD Mds d'encours (le 1^{er} étant Evergrande). Le groupe chinois s'était déjà trouvé en situation de défaut en 2015 et s'était alors restructuré, parvenant ensuite à retrouver la confiance des investisseurs.

Bourse : les introductions en bourse à Hong Kong reculent de 23% en 2021 selon KPMG, malgré une croissance de 55% à l'échelle mondiale

Selon un [rapport](#) de KPMG, les fonds levés par IPO à Hong Kong ont connu une baisse de 23% en 2021, atteignant 39,3 Mds USD (chiffres au 9 décembre 2021 incluant une projection des IPO prévues entre le 9 et le 31 décembre), malgré une croissance de 55% à l'échelle mondiale. HKEX perd ainsi 2 rangs au classement des bourses mondiales en matière d'IPO, désormais 4^{ème} derrière le NASDAQ (99,4 Mds USD), le NYSE (55,4 Mds USD), et le Shanghai Stock Exchange (47,7 Mds USD).

La bourse de Hong Kong a pourtant connu un premier semestre record en 2021, avec 46 IPO et 26 Mds USD ainsi levés, un montant en hausse de 130% en glissement annuel. HKEX se classait alors au 3^{ème} rang mondial, devant le Shanghai Stock Exchange. Mais les introductions en bourse de sociétés chinoises du secteur technologique, qui avaient nourri le dynamisme des cotations à Hong Kong au S1-2021 (représentant 5 des principales IPO à Hong Kong au cours de cette période) se sont ralenties dès le 3^{ème} trimestre, dans un contexte d'incertitudes réglementaires accrues : resserrement réglementaire chinois dans le domaine de la technologie, de l'éducation et des jeux en ligne, annonce d'un projet de réforme des modalités d'introductions en bourse des VIE (*Variable Interest Entities*) par les autorités chinoises, puis d'un projet de réglementation contraignant certaines sociétés chinoises désirant se coter à Hong Kong à un « audit de cybersécurité » préalable.

Selon KPMG, Hong Kong devrait continuer à subir ce contexte d'incertitudes en 2022, malgré un « solide *pipeline* d'introductions en bourse » (180 entreprises seraient en attente d'une IPO au SEHK après avoir complété les procédures préalables).

Bourse : SenseTime, Weibo et Asymchem maintiennent leur introduction en bourse à Hong Kong en dépit d'un contexte incertain

Malgré les incertitudes réglementaires portant sur les cotations *offshore* d'entreprises chinoises, SenseTime, Weibo et Asymchem ont maintenu leur introduction en bourse à Hong Kong au mois de décembre. Le réseau social chinois Weibo a ainsi levé 385 M USD à Hong Kong le 2 décembre à travers une cotation secondaire (Weibo est également cotée au NASDAQ). Le titre s'est largement replié à l'issue de sa première journée de cotation à HKEX, cédant 7,2% par rapport à son prix d'émission.

La société chinoise SenseTime, spécialisée en intelligence artificielle a de son côté offert 1,5 milliards de titres cette semaine, pour un prix unitaire qui devrait s'établir entre 3,85 et 3,99 HKD selon la fourchette initiale communiquée aux investisseurs. Cette IPO, dont le *pricing* est attendu le 10 décembre devrait permettre à SenseTime de lever jusqu'à 768 M USD (soit la borne haute de la fourchette de prix initiale), un montant revu à la baisse du fait de l'appétit réduit du marché (la taille d'émission initialement prévue était de 2 Mds).

Asymchem, société chinoise du secteur pharmaceutique a de son côté levé 920 M cette semaine, réalisant la plus importante IPO à Hong Kong depuis septembre 2021. Le titre Asymechem s'est toutefois contracté dès sa première journée de cotation à HKEX le 10 décembre, cédant jusqu'à 4,5% lors des premiers échanges malgré un prix d'émission inférieur de 34% à son cours à la bourse de Shenzhen.

Selon des données collectées par Bloomberg, chacune des 16 entreprises ayant réalisé une IPO à Hong Kong pour plus de 100 M USD depuis août 2021 a vu son cours clôturer en dessous de son prix d'émission à l'issue de sa première journée de cotation.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Taux de change : le Trésor américain annonce la poursuite d'une surveillance renforcée de Taïwan

Dans son [rapport sur la politique de change de ses principaux partenaires commerciaux, publié le 3 décembre 2021](#), le Trésor américain a conclu qu'au cours des quatre trimestres précédents (de juillet 2020 à juin 2021), le Vietnam et Taïwan continuaient à satisfaire les trois critères pour qualifier un pays de « manipulateur de monnaie » à savoir enregistrer (1) un excédent commercial avec les USA dépassant 15 Mds USD, (2) un excédent courant de 3% du PIB et (3) un montant des interventions sur le marché des changes supérieur à 2% du PIB; néanmoins ni le Vietnam ni Taiwan n'ont été officiellement désignés comme manipulateur de monnaie. Pour mémoire, d'après le dernier [rapport semestriel du Trésor américain](#), l'excédent commercial de Taïwan avec les Etats-Unis s'établissait à 34 Mds USD, le solde de son compte courant était de 15,2% du PIB, et le montant des interventions de Taïwan - visant à limiter l'appréciation du TWD – équivalait à 6% du PIB (43,9 Mds USD). Le Trésor américain a indiqué poursuivre son engagement renforcé (*enhanced engagement*) avec Taïwan, qui permettra de travailler avec les autorités taiwanaises sur l'élaboration d'un plan d'actions spécifiques pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la sous-évaluation de la monnaie et des déséquilibres externes.

Relation Taïwan USA : création d'un nouveau cadre bilatéral de coopération pour le commerce et l'investissement dans le domaine des technologies critiques

La ministre des affaires économiques taiwanaise, WANG Mei-Hua, et la secrétaire au Commerce des États-Unis, Gina RAIMONDO, ont annoncé, le 7 décembre, par visioconférence, la [création d'un cadre de coopération pour le commerce et les investissements technologiques \(Technology Trade and Investment Collaboration, TTIC\)](#), visant à développer des programmes commerciaux et à renforcer les chaînes d'approvisionnement technologiques critiques. La secrétaire américaine au Commerce a également souligné l'importance de collaborer avec Taiwan sur des questions d'intérêt commercial commun, en particulier dans le domaine des chaînes d'approvisionnement sur les semi-conducteurs et des écosystèmes associés. La ministre taiwanaise de l'Economie a indiqué que le TTIC devrait permettre d'élargir les investissements bilatéraux dans les secteurs à fort potentiel des semi-conducteurs, de la 5G et des véhicules électriques.

Commerce extérieur : les exportations taiwanaises dépassent 400 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année

Selon les statistiques du ministère des Finances (MOF), [les exportations taiwanaises progressent en novembre de 30% à 405,7 Mds USD au cours des onze premiers mois de 2021](#) (il s'agit de la 17ème hausse mensuelle consécutive), notamment vers la Chine (171,8 Mds USD, soit +25,7%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (63,8 Mds USD, +32,9%), les Etats-Unis (59,8 Mds USD, +30,1%), l'Europe (34,9 Mds USD, +38,5%) et le Japon (26,4 Mds USD, +23,8%). Les produits électroniques restent le premier poste d'exportation de l'île, avec un montant de 155,7 Mds USD, soit une hausse de +26,9% par rapport à la même période de l'année précédente; les autres secteurs de l'industrie taiwanaise progressent également, tels que les produits de télécommunication (55,5 Mds USD,

+25,1%), les produits métallurgiques (33,7 Mds USD, +46,2%), les plastiques (27,3 Mds USD, +43%) et les machines (25,3 Mds USD, +28,7%). La Chine (y compris Hong Kong) reste la première destination des exportations taïwanaises (42,3% du total). Les importations qui représentent 346,2 Mds USD, augmentent de 33,8% par rapport aux onze mois 2020 ; celles de produits électroniques (83,2 Mds USD, +31,9%) progressent, tout comme les produits minéraux (51,1 Mds USD, +64,4%), les machines et équipements (40,2 Mds USD, +36,8%), les produits chimiques (30,6 Mds USD, +27,5%) et les produits métallurgiques (26,7 Mds USD, +48,7%). La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (22,1% du total, +30,9%), suivie du Japon (14,8%, +23,2%), des pays d'ASEAN (12,5%, +32,1%), de l'Europe (12,3%, +30%), et des Etats-Unis (10,2%, +19,8%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan progresse de 11,7% et atteint 59,5 Mds USD.

Réserves de change : la CBC a annoncé une progression continue au mois de novembre

Selon la banque centrale de Taïwan (CBC) [les réserves de change ont atteint 547,3 Mds USD fin novembre, soit une augmentation 631 M USD par rapport au mois précédent.](#) La CBC attribue cette progression à la bonne gestion des réserves en devises, ainsi qu'à l'évolution de la plupart des monnaies étrangères par rapport au USD, telles que la livre sterling (-3,43%), l'euro (-3,22%), le yen japonais (-0,06%) et le yuan chinois (+0,18%). Le TWD continue à se renforcer contre la monnaie américaine passant à 27,818 pour 1 USD en novembre (30,205 en mars 2020). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs étrangers atteignent fin novembre 718,2 Mds USD, soit 131% du montant des réserves de change. Selon la CBC, Taïwan se place au cinquième rang mondial en termes de réserves de change, derrière la Chine, le Japon, la Suisse et l'Inde.

Referendum : le blocage du projet de terminal gazier pourrait compromettre la croissance du secteur des semi-conducteurs

Alors que la tenue du referendum du 18 décembre prochain approche, la ministre de l'économie, WANG Mei-hua, [a mis en garde contre le risque pour l'industrie des semi-conducteurs](#) que représentait un éventuel blocage du terminal méthanier de Guantang à Taoyuan, l'utilisation du gaz liquéfié dans la production électrique constituant un pan critique de la transition énergétique, pour diminuer le recours au charbon : « Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à développer l'industrie des semi-conducteurs, qui contribue non seulement à notre économie, mais aussi à notre sécurité nationale, de nombreux pays coopèrent avec Taïwan en raison de son rôle clé dans la chaîne d'approvisionnement mondiale ». Une délocalisation du projet un peu plus au Nord nécessiterait un report de 11 ans. Pour mémoire, le referendum comporte trois autres questions : (1) sur la reprise du projet de la centrale nucléaire de Lungmen, (2) sur l'importation de produits porcins contenant de la ractopamine, et (3) sur l'organisation de referendum concomitants à la tenue d'élections nationales.

Semi-conducteurs : Foxconn annonce une nouvelle coopération avec Stellantis pour la production de puces destinées à l'industrie automobile

Le groupe Foxconn, qui s'est lancé massivement dans le développement des semi-conducteurs et de logiciel dédiés au marché des véhicules électriques, a annoncé la signature [d'un MOU avec le groupe Stellantis](#) pour faire face à la pénurie de composants électroniques dans ce secteur. Cet accord qui consiste à créer [quatre familles de](#)

[puces](#), devrait permettre de couvrir plus de 80% des besoins de Stellantis et de simplifier la logistique des approvisionnements. La division semi-conducteurs du groupe taiwanais anticipe [des revenus annuels de l'ordre de 100 Md TWD à l'horizon 2023](#) (environ 3 Md euros). Ce nouveau partenariat fait suite à la création en mai de la coentreprise *Mobile Drive* par les deux parties pour développer des solutions de cockpits intelligents.

Informatique quantique : Taiwan adopte un plan de 8 Mds TWD (environ 250 M EUR) sur 5 ans

Le ministère des Sciences et Technologies, en coopération avec [l'Academia Sinica et le ministère de l'Économie](#), a annoncé la mise en place d'un plan sur 5 ans, [financé à hauteur de 8 Md TWD](#) (un peu moins de 250 M euros), pour soutenir les activités de R&D sur l'informatique et la communication quantiques, les matériaux, les bits quantiques, les systèmes cryo-électroniques, l'optique, les détecteurs et les puces. L'Academia Sinica développera ses activités de recherche au sein du parc technologique de Shalun à Tainan. À terme, des applications devraient être développées dans le secteur de la sécurité de l'information, de la finance, de l'industrie, des transports et de la défense.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Commerce international : les échanges commerciaux en forte hausse en 2021

Au cours des onze premiers mois de l'année, les exportations mongoles ont augmenté de 27,9% par rapport à 2020, pour atteindre 8,8 Mds USD. Les importations s'élèvent à 6,2 Mds USD, soit 26,6% de plus que sur la même période en 2020.

Les exportations minières représentent 82% du total des exportations. Malgré une baisse du volume exporté, les revenus des exportations de cuivre, de charbon et de fer sont en forte hausse (85%, 30% et 62% respectivement), atteignant 2,8 Mds, 2,5Mds et 950 millions USD. La baisse du volume exporté est donc largement compensée par le niveau élevé du cours mondial des matières premières en 2021.

Croissance : la croissance économique ralentit au quatrième trimestre

La croissance économique mongole continue de ralentir au dernier trimestre 2021. Alors qu'elle affichait un taux de croissance de 14,9% au Q1, 6,3% au Q2, elle se situe à présent à 3,6%, après un taux de croissance négatif en 2020. Le FMI a revu à la baisse ses projections de croissance pour la Mongolie en 2021 de 5 à 4,5%, en raison de la situation sanitaire mondiale qui se dégrade et de la fermeture prolongée des frontières.

Santé : situation sanitaire

Afin de limiter la propagation du variant Omicron, la Commission nationale d'urgence de Mongolie a décidé d'interdire l'entrée des voyageurs étrangers provenant de dix pays d'Afrique australe. Les restrictions ne s'appliquent pas aux résidents en Mongolie, qui doivent effectuer une quarantaine de dix jours à l'arrivée.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr